Forêt et bois : une contribution essentielle à l'atténuation du changement climatique

13 octobre 2016

Alors que l'accord de Paris assouplit les règles de comptabilisation du carbone forestier dans les engagements des États, la FAO récapitule dans un rapport récent les différents leviers mobilisables pour l'atténuation du changement climatique (augmentation de la surface forestière, lutte contre la déforestation, bois énergie, bois construction, etc.), et les conditions économiques optimales de leur utilisation. Elle s'appuie sur des travaux théoriques récents et les programmes menés dans différents pays. Cette analyse fait écho à des travaux publiés récemment sur la forêt française.

Potentiel économique de la foresterie par rapport aux autres options d'atténuation dans le secteur de l'agriculture, la forêt et des autres usages des terres, par région en 2030 (d'après Smith *et al.*)

Source : FAO

Si le boisement et le reboisement restent les plus efficaces pour atténuer à court terme le réchauffement climatique, ils comportent de nombreuses limites : coût du foncier, sécurisation de la propriété, risques politiques. Combiner un coût réduit de plantation et une efficacité maximale de séquestration, qui sont les critères de sélection par la finance carbone, s'avère délicat quand le prix du carbone est faible.

La lutte contre la déforestation a un périmètre d'application restreint par nature, les pays développés ayant déjà adopté des mesures de restriction sur les défrichements forestiers. Dans les pays du Sud, la déforestation est liée à la qualité des sols et aux prix des productions agricoles substituées : dans la majorité des cas, l'avantage économique va aux cultures plutôt qu'au maintien de la forêt. D'où la nécessité de développer les incitations financières (*via* le programme REDD+ notamment).

Le rapport aborde également les émissions de carbone évitées par l'utilisation du bois-énergie ou matériau. L'amélioration de l'efficacité énergétique est un enjeu fort dans les pays où le bois est un combustible courant (Afrique surtout), en

particulier pour la cuisson. Le bilan carbone du bois-énergie est quasiment nul lorsqu'il provient de forêts gérées durablement, en circuit court. Pour le bois-matériau, la difficulté de retracer le cycle de vie des produits, le manque de statistiques fiables sur la production et le commerce des matériaux compliquent l'évaluation du potentiel d'atténuation.

Pour une efficacité optimale, les politiques devraient combiner ces différents leviers (qui se renforcent mutuellement) et mettre en place des outils financiers adaptés.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : FAO